



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/55/19  
19 juin 2008

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF  
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL  
Cinquante-cinquième réunion  
Bangkok, 14-18 juillet 2008

**AMENDEMENTS AU PROGRAMME DE TRAVAIL DU PNUD POUR L'ANNEE 2008**

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

## COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS DU SECRETARIAT DU FONDS

1. Le PNUD demande au Comité exécutif d'approuver un montant de 10 637 556 \$US au titre des amendements à son Programme de travail pour 2008, plus les coûts d'appui d'agence de 798 267 \$US.

2. Les activités proposées dans les amendements au Programme de travail du PNUD sont décrites dans le Tableau 1 ci-dessous :

Tableau 1 : Amendements au Programme de travail du PNUD

Pays	Activité/Projet	Montant sollicité (\$US)	Montant recommandé (\$US)
<b>ARTICLE A : ACTIVITES RECOMMANDEES POUR L'APPROBATION GLOBALE</b>			
<b>A1. Projet de prorogation des institutions :</b>			
Sri Lanka	Renforcement des institutions	134 056	134 056
Total partiel pour le renforcement des institutions :		134 056	134 056
Total partiel de l'article A :		134 056	134 056
<b>ARTICLE B: ACTIVITES RECOMMANDEES POUR EXAMEN INDIVIDUEL</b>			
<b>B1. Projet de préparation de plan d'élimination de HCFC :</b>			
Angola	Préparation du projet du PGEH	245 000	
Argentine	Préparation du projet du PGEH	330 000	
Arménie	Préparation du projet du PGEH	205 000	
Bolivie	Préparation du projet du PGEH	135 000	
Brésil	Préparation du projet du PGEH	670 000	
Cambodge	Préparation du projet du PGEH	135 000	
Chine	Préparation du projet du PGEH	1 568 500	
Chili	Préparation du projet du PGEH	245 000	
Colombie	Préparation du projet du PGEH	425 000	
Costa Rica	Préparation du projet du PGEH	245 000	
Côte d'Ivoire	Préparation du projet du PGEH	205 000	
République dominicaine	Préparation du projet du PGEH	245 000	
Salvador	Préparation du projet du PGEH	245 000	
Fidji	Préparation du projet du PGEH	205 000	
Gambie	Préparation du projet du PGEH	135 000	
Géorgie	Préparation du projet du PGEH	205 000	
Ghana	Préparation du projet du PGEH	245 000	
Inde	Préparation du projet du PGEH	645 000	
Indonésie	Préparation du projet du PGEH	440 000	
Iran	Préparation du projet du PGEH	415 000	
Jamaïque	Préparation du projet du PGEH	205 000	
Kirghizistan	Préparation du projet du PGEH	205 000	
Liban	Préparation du projet du PGEH	245 000	
Malaisie	Préparation du projet du PGEH	495 000	
Mexique	Préparation du projet du PGEH	190 000	
Moldavie	Préparation du projet du PGEH	205 000	
Népal	Préparation du projet du PGEH	135 000	
Nigeria	Préparation du projet du PGEH	245 000	
Panama	Préparation du projet du PGEH	245 000	
Paraguay	Préparation du projet du PGEH	135 000	
Pérou	Préparation du projet du PGEH	245 000	
Sri Lanka	Préparation du projet du PGEH	245 000	
Trinidad et Tobago	Préparation du projet du PGEH	245 000	

Uruguay	Préparation du projet du PGEH	245 000	
Total partiel des projets d'élimination du HCFC :		10 473 500	*
<b>B2. Inhalateurs à doseur :</b>			
Arménie	Plan de transition inhalateurs à doseur	30 000	
Total partiel des plans de transition pour les inhalateurs à doseur :		30 000	*
Total partiel de l'article B :		10 637 556	134 056
L'agence couvre les coûts d'appui (7,5 % des projets de préparation, de renforcement des institutions et les autres activités de plus de 250 000 \$US ainsi que 9 % si moins de 250 000 \$US)		798 267	10 054
Total :		11 435 823	144 110

\* Pour examen individuel ou en suspens

## ARTICLE A : ACTIVITES RECOMMANDEES POUR L'APPROBATION GLOBALE

### A1. Projet de prorogation des institutions

#### Sri Lanka : Renforcement des institutions (134 056 \$US)

#### Description du projet

#### Observations et recommandations du Secrétariat du Fonds

- Le PNUD a communiqué le projet de renforcement des institutions du Sri Lanka. Les détails de ce projet se retrouvent dans l'Annexe I du présent document.
- Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation globale des dépenses prévues dans le Tableau 1 pour la demande de prorogation des institutions au Sri Lanka. Le Comité exécutif pourrait souhaiter transmettre au gouvernement du Sri Lanka les observations suivantes :

Après examen du rapport sur la prorogation des institutions déposé par le Sri Lanka, le Comité exécutif se réjouit de constater que les données rapportées au Secrétariat pour l'ozone pour les années 2006 et 2007 étaient inférieures à la moyenne de consommation de référence de 1995 – 1997 et que le pays a dépassé les objectifs de réduction de 50 % du protocole de Montréal, ainsi que l'objectif émis dans son plan d'action national. Donc, le Sri Lanka semble être en accord avec les objectifs du protocole de Montréal, ainsi qu'envers ses engagements pris sous le PANC. Le Comité exécutif remarque aussi qu'à l'intérieur du cadre du projet de prorogation des institutions, le Sri Lanka a adopté d'importantes mesures afin d'éliminer sa consommation de PAO, plus précisément en prenant les devants en mettant en oeuvre des projets d'élimination du brome de méthyle, en organisant des ateliers de formation pour les techniciens en réfrigération et les douaniers pour qu'ils puissent aider l'industrie à se conformer aux objectifs de réduction des CFC; en contrôlant l'importation des CFC et des équipements à base de CFC par l'utilisation d'un système de permis et l'intégration d'un plan national qui concerne l'utilisation des CFC présents au Sri Lanka. Le Comité exécutif appuie fortement les efforts du Sri Lanka pour réduire la consommation de PAO. Le Comité espère donc qu'au cours des deux prochaines années, le Sri Lanka continuera la mise en oeuvre de son programme national et de ses activités d'élimination nationale avec un succès tout aussi remarquable en ce qui a trait à la consommation de PAO.

**ARTICLE B: ACTIVITES RECOMMANDEES POUR EXAMEN INDIVIDUEL****B1. Projet de préparation du plan d'élimination de HCFC**

	<b>Pays</b>	<b>Projet</b>	<b>Montant sollicité (\$US)</b>
(a)	Angola	Préparation du projet du PGEH	245 000
(b)	Argentine	Préparation du projet du PGEH	330 000
(c)	Arménie	Préparation du projet du PGEH	205 000
(d)	Bolivie	Préparation du projet du PGEH	135 000
(e)	Brésil	Préparation du projet du PGEH	670 000
(f)	Cambodge	Préparation du projet du PGEH	135 000
(g)	Chine	Préparation du projet du PGEH	1 568 500
(h)	Chili	Préparation du projet du PGEH	245 000
(i)	Colombie	Préparation du projet du PGEH	425 000
(j)	Costa Rica	Préparation du projet du PGEH	245 000
(k)	Côte d'Ivoire	Préparation du projet du PGEH	205 000
(l)	République dominicaine	Préparation du projet du PGEH	245 000
(m)	Salvador	Préparation du projet du PGEH	245 000
(n)	Fidji	Préparation du projet du PGEH	205 000
(o)	Gambie	Préparation du projet du PGEH	135 000
(p)	Géorgie	Préparation du projet du PGEH	205 000
(q)	Ghana	Préparation du projet du PGEH	245 000
(r)	Inde	Préparation du projet du PGEH	645 000
(s)	Indonésie	Préparation du projet du PGEH	440 000
(t)	Iran	Préparation du projet du PGEH	415 000
(u)	Jamaïque	Préparation du projet du PGEH	205 000
(v)	Kirghizistan	Préparation du projet du PGEH	205 000
(w)	Liban	Préparation du projet du PGEH	245 000
(x)	Malaisie	Préparation du projet du PGEH	495 000
(y)	Mexique	Préparation du projet du PGEH	190 000
(z)	Moldavie	Préparation du projet du PGEH	205 000
(aa)	Népal	Préparation du projet du PGEH	135 000
(bb)	Nigeria	Préparation du projet du PGEH	245 000
(cc)	Panama	Préparation du projet du PGEH	245 000
(dd)	Paraguay	Préparation du projet du PGEH	135 000
(ee)	Pérou	Préparation du projet du PGEH	245 000
(ff)	Sri Lanka	Préparation du projet du PGEH	245 000
(gg)	Trinidad et Tobago	Préparation du projet du PGEH	245 000
(hh)	Uruguay	Préparation du projet du PGEH	245 000

## Descriptions du projet

5. Le PNUD a communiqué la demande de préparation au PGEH de 34 pays, répartie comme suit :

<b>Demande du PNUD</b>	<b>Nombre de demandes</b>
PNUD seulement	15
PNUD/PNUE	8
PNUD/PNUE/ONUDI/GTZ	2
PNUD/ONUDI/Banque mondiale	1
PNUD/GTZ	3
PNUD/PNUE/ONUDI	1
PNUD/ONUDI	3
PNUD/PNUE/ONUDI/Banque mondiale/Allemagne	1
<b>Total</b>	<b>34</b>

6. Dans sa documentation, le PNUD indique qu'il classe les pays en quatre groupes principaux selon leur consommation de HCFC, selon la classification utilisée par le groupe de réapprovisionnement du TEAP. La Chine est considérée comme un pays dans le groupe 1. Les autres groupes sont décrits comme suit :

<b>Groupe</b>	<b>Description</b>
Groupe 2	Pays avec une grande consommation de HCFC, entre 120 et 1200 tonnes de PAO
Groupe 3	Pays avec une consommation moyenne, entre six et 100 tonnes de PAO
Groupe 4	Pays avec une faible consommation, moins six tonnes de PAO, principalement pour l'entretien. Ce groupe inclut les pays ayant une consommation nulle de HCFC.

7. Après avoir émis la documentation pour chaque requête, en se fondant sur les regroupements hauts, le PNUD mentionne qu'il y a une différence entre les montants sollicités pour les pays où le PNUD est l'agence principale et les pays où il coopère avec une autre agence, cette dernière étant la principale explique le coût plus élevé.

8. Le PNUD a préparé une liste de tâches qui sera associée à la préparation des PGEH en tenant compte des points suivants :

- a) prendre des dispositions institutionnelles tirées des leçons apprises pendant l'élimination des CFC;
- b) intégrer les dispositions existantes et introduire les nouvelles de façon à faciliter une transition en douceur de l'étape préparatoire à la mise en oeuvre du PGEH;
- c) utiliser des techniques de coordination appropriées pour assurer une bonne administration et une bonne coordination particulièrement lorsqu'il y a plusieurs agences impliquées;

- d) canaliser systématiquement les expertises techniques au niveau national et international afin de préparer le PGEH (et, le cas échéant, le mettre en œuvre);
- e) recueillir et étudier des données fiables et détaillées comme le requiert la résolution 54/39;
- f) assurer le suivi des consultations avec les parties prenantes nationales; et
- g) tenir compte des tâches additionnelles qui font partie de l'estimation des coûts en se basant sur de multiples scénarios de coûts et de financement, tel que requis par la résolution 54/39.

9. La demande de financement par groupe de pays du PNUD (à l'exception du Groupe 1 – Chine) se résume à ceci :

<b>Groupe</b>	<b>PNUD agence principale (montant sollicité en \$US)</b>	<b>PNUD coopération (montant sollicité en \$US)</b>
Groupe 2	427 000*	190 000
Groupe 3	245 000	135 000
Groupe 4	205 000	135 000

\* Le coût pour chaque pays de ce groupe peut varier, le montant indiqué est le coût moyen pour cette demande

10. Voici le sommaire des demandes comprises dans la communication :

<b>GROUPE</b>	<b>Fonds requis</b>	<b>Coûts d'appui</b>	<b>Total</b>
Groupe 2 (9 pays)	3 610 000	270 750	3 880 750
Groupe 3 (13 pays)	3 320 000	249 000	3 569 000
Groupe 4 (11 pays)	1 975 000	148 125	2 123 125
<b>Total</b>	<b>8 905 000</b>	<b>667 875</b>	<b>9 572 875</b>

11. Le PNUD reçoit aussi de nouvelles lettres des pays qui le reconnaissent comme l'agence principale ou comme agence de coopération en préparation au PGEH. Dans le cas où aucune lettre n'aurait été transmise, les renseignements reçus au cours de la communication du plan d'affaire sont jugés suffisants. Tous les pays qui ont fait une demande de préparation au PGEH sont inscrits dans le plan d'affaire du PNUD qui a été approuvé à la 54<sup>e</sup> réunion.

### **Observations du Secrétariat du Fonds**

12. Dans l'absence d'un accord sur les politiques de financement directement liées aux HCFC, le Secrétariat se base sur son expérience afin d'aborder l'élimination des PAO. En révisant ces demandes, le Secrétariat retient les informations suivantes :

- a) la plus récente consommation de HCFC des pays de la liste basée sur l'Article 7;
- b) les éléments communs à la préparation des projets de PGEH décrits dans les soumissions;

- c) les lignes directrices du PGEH approuvées dans la résolution 54/39 et les éléments du PGEH qui y sont indiqués;
- d) les coûts de base pour le programme de préparation national, la préparation au PGF/PGEF/PNE et aussi les coûts rattachés à la préparation des programmes sectoriels de l'élimination des CFC pour tous les pays, ainsi que la préparation individuelle de chaque pays qui fabriquent des HCFC; et
- e) les coûts des premières études approuvées sur les HCFC pour 13 pays.

13. En accord avec la résolution 54/39, le Secrétariat classe aussi les pays dans deux catégories principales :

- a) les pays utilisant les HCFC dans le secteur de l'entretien seulement (HCFC-22); et
- b) les pays utilisant les HCFC tant en fabrication qu'en entretien (HCFC-22, HCFC-141b et autres HCFC).

14. Afin de déterminer les coûts de base en vertu des résolutions et des lignes directrices du Comité exécutif, le Secrétariat a décidé que le financement de la préparation au PGEH peut être divisé en différents éléments en accord avec la résolution 54/39 :

- a) aide pour les politiques et les réglementations;
- b) études sur l'utilisation des CFC et analyse des résultats;
- c) élaboration et finalisation du PGEH, y compris les consultations; et
- d) propositions de projet d'investissement individuel.

15. Le Secrétariat considère aussi que les trois premiers éléments indiqués au paragraphe 14 sont communs à tous les pays, peu importe leur consommation. Le dernier élément s'appliquera seulement aux pays qui utilisent les HCFC dans la fabrication. En considérant les trois premiers points, le Secrétariat remarque aussi que pour certains pays, ces points peuvent déjà amener quelques petits projets d'investissement pouvant passer par de simples reconversions où une solution de remplacement est déjà connue.

16. Dans leur communication, le PNUD indique que parmi les 34 pays soumissionnés, 27 d'entre eux, plus la Chine, désigne le PNUD comme agence principale responsable de la préparation du projet. En tant qu'agence principale, le PNUD aura un certain nombre de responsabilités envers l'UNO, les gouvernements, les agences en coopération, l'industrie du pays, mais aussi face au Secrétariat et au Comité exécutif. Une liste de tâches liées au programme de travail de chacun des intervenants a été annexée à ce document.

17. Afin de clarifier si les coûts sont rationalisés pour éviter un dédoublement pour les pays où le PNUD est l'agence principale et où il doit travailler en coopération avec d'autres agences, le PNUD a remarqué que des efforts étaient déployés afin d'éviter le dédoublement, mais que dans certains domaines il est encore présent. Le PNUD a également discuté avec les autres agences présentes à savoir ce qui allait constituer leur part de responsabilité à la préparation,

toutefois il n'y a aucune garantie que ce qui a été avancé par les autres agences respectera ce qui a été entendu.

18. Dans le cas de la Chine, le coût total pour la préparation au PGEH soumis par toutes les agences est de 4 532 995 \$US, duquel la somme de 1,5 million \$US est attribuée aux coûts des éléments du PNUD. De cette demande, 360 000 \$US seront attribués à la stratégie globale, alors que le reste sera distribué entre les secteurs de production de solvant, de l'industrie et de la réfrigération commerciale, et la part de l'agence qui couvre la mousse de polystyrène extrudée est fournie par l'Allemagne, identifiée dans ce cas comme l'agence principale.

19. En tant qu'agence principale pour la Chine, le PNUD a fait savoir qu'il a tenu une réunion de consultation détaillée avant d'avoir les soumissions de l'agence et que l'information et les coûts pour chacun des secteurs s'approchent de ce qui avait été prévu, à l'exception de coûts rattachés au PNUD qui semblent tirer de la mise en œuvre plutôt que de la préparation. Le Secrétariat a demandé si ces coûts avaient été discutés avec l'agence et la réponse est affirmative, par contre le PNUD a spécifié qu'il n'a aucun contrôle sur les demandes finales de toutes les agences impliquées.

20. Après avoir révisé les demandes du PNUD, le Secrétariat considère aussi utiliser le financement accordé à la 45<sup>e</sup> réunion pour effectuer les études pour douze pays, qui sont, pour la plupart, dans les amendements du programme de travail actuel en rapport à des demandes pour la préparation au PGEH. Afin de respecter la ligne directrice du Comité exécutif en ce qui a trait à l'équité entre les pays, ces sommes ne seront pas retirées du montant total du financement de la préparation qui sera accordé pour ces pays. Le Secrétariat demande au PNUD de trouver une façon de rembourser ces sommes. Toutefois, en date de l'écriture du présent document, le Secrétariat n'a reçu aucune réponse.

21. Le PNUD remet un budget détaillé au Secrétariat pour certaines demandes pour les plus grands pays, ce budget est joint à ce document. Après discussion avec le PNUD, le Secrétariat charge le PNUD de réviser ces frais et de les soumettre à nouveau selon une base normalisée proposée par le Secrétariat. Suite à de nombreuses discussions, les deux partis ne sont pas arrivés à s'entendre sur les coûts proposés, ni même pour la Chine. En raison de la taille et de la complexité du cas, le Secrétariat croit qu'il serait sage de traiter la Chine séparément des autres demandes de financement de préparation au PGEH.



22. Étant donné la grande diversité des coûts soumis par les agences pour la préparation du PGEH, le Secrétariat a résumé, en tenant compte de l'analyse détaillée qui se trouve précédemment, les coûts proposés dans le tableau qui suit :

Tableau synthèse des coûts recommandés pour la préparation au PGEH

Classification du pays	Consommation nulle	Pays utilisant seulement pour l'entretien (HCFC-22 seulement)	Pays utilisant pour l'entretien et la fabrication* (moyenne consommation)	Pays utilisant pour l'entretien et la fabrication* (grande consommation)
<b>ACTIVITE</b>	<b>BUDGET (\$US)</b>			
<b>1. Politique d'aide du système de permis du PGEH</b>				
Conseiller (s) légal (-aux )	4 000	10 000	15 000	15 000
Réunion de consultation pour compléter les lignes directrices et la réglementation	4 000	5 000	10 000	10 000
Propagation de l'information pour l'exécution	2 000	5 000	5 000	5 000
<b>Total partiel :</b>	<b>10 000</b>	<b>20 000</b>	<b>30 000</b>	<b>30 000</b>
<b>2. Études, collecte des données et analyse**</b>				
Frais de consultant	5 000	10 000	20 000	40 000
Réunion de consultation des parties prenantes et finalisation du rapport	5 000	5 000	10 000	10 000
Frais afférents à la collecte des données (y compris le transport, si nécessaire)	5 000	10 000	25 000	35 000
<b>Total partiel :</b>	<b>15 000</b>	<b>25 000</b>	<b>55 000</b>	<b>85 000</b>
<b>3. Élaboration de la stratégie et finalisation</b>				
Trois réunions nationales (début du processus, consultation initiale et consultation finale)	10 000	15 000	20 000	30 000
Outils de documentation d'information (sous-traitance)	5 000	5 000	5 000	5 000
Frais de transport locaux pour les participants aux réunions	10 000	20 000	15 000	15 000
Révision de la technologie par un consultant, y compris les bienfaits sur le climat	Sans objet	Sans objet	25 000	30 000
<b>Total partiel :</b>	<b>25 000</b>	<b>40 000</b>	<b>65 000</b>	<b>80 000</b>
<b>Total</b>	<b>50 000</b>	<b>85 000</b>	<b>150 000</b>	<b>195 000</b>

\* ces coûts sont des coûts normaux pour la préparation du PGEH, les projets de préparation indépendants pour les démonstrations et les autres projets d'investissement seront calculés séparément

\*\* Le présent financement devrait être réajusté à la baisse si le pays a déjà reçu des fonds pour des études.

23. Le Secrétariat a discuté avec l'agence du niveau de financement pour la préparation au PGEH pour les pays en question dans l'amendement de son programme de travail. Bien qu'il semble y avoir eu entente sur une approche proposée au moment de l'écriture de ce document, aucune entente sur les coûts ne semble avoir été atteinte.

### Recommandation du Secrétariat du Fonds

24. En suspens.

## **B2. Préparation de la stratégie pour les inhalateurs à doseur**

Arménie : Stratégie pour les inhalateurs à doseur (30 000 \$US)

### **Information**

25. Lors de sa 51<sup>e</sup> réunion, le Comité exécutif s'est entendu dans la résolution 51/39 (d) *inter alia* de « considérer les demandes pour les stratégies de transition vers les inhalateurs à doseur sans CFC sur une base de cas par cas, selon l'Article 5, en accord avec la résolution 45/54, lorsque le besoin d'une stratégie est exprimé par les parties ne possédant pas d'usine de fabrication d'inhalateurs à doseur et que le besoin est dûment démontré et documenté avec les renseignements suivants pour les trois années antérieures à la demande :

- a) Inhalateur à doseur avec ou sans CFC et les inhalateurs à poudre sèche : la vente ou la distribution au sein de la partie, par matière active, par marque ou manufacturier et par source;
- b) Inhalateur à doseur sans CFC : date d'approbation, date d'autorisation pour mise en marché ou de lancement sur le marché sur le territoire de la partie;
- c) Inhalateur à doseur avec ou sans CFC et les inhalateurs à poudre sèche : montant estimé par source et matière active. »

26. L'Arménie est un des pays qui a obtenu du financement du FEM pour qu'il puisse enrayer les CFC. Depuis, il a donc changé son statut pour un pays répondant aux critères de l'Article 5. Le pays n'a reçu aucune aide du Fonds multilatéral pour le PGEH, ni pour le secteur des inhalateurs à doseur. Le financement du FEM dont l'Arménie a bénéficié n'était pas accompagné d'une aide ou d'une stratégie pour l'élimination des inhalateurs à doseur avec CFC. Cette demande de l'Arménie est soumise conformément à la résolution 51/34.

### **Description du projet**

27. Au nom du gouvernement de l'Arménie, le PNUD remet une demande de préparation de stratégie pour l'élimination de l'utilisation des CFC dans le secteur des inhalateurs à doseur. L'Arménie ne fabrique pas d'inhalateurs avec CFC. Le pays importe des inhalateurs avec et sans CFC principalement de la Pologne et de la Russie. Au cours des trois dernières années (2005 – 2007), l'importation moyenne d'inhalateurs avec CFC dépassait les 12 000 unités, tandis que les inhalateurs sans CFC dépassaient les 30 000 unités. Les données disponibles indiquent que l'importation des deux types de produits augmente. Il n'y a pas d'information précise sur le nombre de maladie pulmonaire obstructive chronique au pays, car ces maladies sont rapportées dans les statistiques globales comme tous les types de bronchites et de maladies pulmonaires. Toutefois, le gouvernement semble avoir une inquiétude grandissante, car il croit que ces maladies connaissent une augmentation de 10 % par année. C'est pourquoi il faut s'assurer que l'offre d'inhalateurs répond à la demande des patients. Le financement sollicité pour l'élaboration d'une stratégie de transition pour les inhalateurs à doseur doit servir à établir un calendrier clair pour une transition totale des inhalateurs avec CFC vers les produits de remplacement. Des règles seraient aussi nécessaires pour promouvoir l'élimination de ces produits, ainsi qu'un programme pour sensibiliser les médecins et les patients à l'utilisation et à l'importation des produits de remplacement des inhalateurs avec CFC.

28. En ajout à la documentation, selon la résolution 51/34, le PNUD indique que la situation de la distribution des inhalateurs à doseur et de ses équivalents sans CFC en Arménie peut être décrite brièvement ci-dessous :

- a) Les inhalateurs à doseur avec CFC et avec HFA sont présents sur le marché;
- b) Les inhalateurs à doseur avec HFA avaient une part de marché dépassant les 75 % en 2005 et 2006. Cette part a été réduite à 70 % à cause d'un coût plus élevé, toutefois il y a eu une hausse de la part des inhalateurs avec CFC;
- c) En 2005 et 2006, la part de marché des inhalateurs avec CFC était de 23 %, comparativement aux inhalateurs avec HFA. En 2006, l'importation des inhalateurs avec CFC a augmenté à 32 % et continue d'augmenter en 2007. Cette hausse s'explique par un prix moins élevé que les produits de remplacement;
- d) Les inhalateurs avec et sans propulseur à base de CFC sont en différentes proportions, donc les prix ne peuvent être comparés; et
- e) Malgré la disponibilité des autres inhalateurs, leur part du marché est négligeable.

29. De plus, le PNUD a aussi établi une liste exhaustive de l'importation, la vente ou la distribution à l'intérieur du pays des inhalateurs avec et sans CFC et des inhalateurs à poudre sèche, en les classant selon les ingrédients actifs, la marque ou le fabricant et la source. Les renseignements incluent aussi le prix des produits et la date d'approbation de chaque produit par les autorités nationales. Le rapport révèle aussi la provenance des inhalateurs avec CFC, principalement de Pologne ou de Russie, les proportions sont indiquées dans ce tableau :

<b>Origine des inhalateurs avec CFC en 2007</b>	<b>Part du sous-marché pour les différentes sources (% du total)</b>
Pologne	58.3
Fédération de Russie	33.3
Autres	8.4
Total	100.0

30. Parce que les données soumises montrent que les inhalateurs avec CFC sont moins dispendieux que les autres inhalateurs, et qu'ils offrent une plus grande variété de produits que leur contrepartie sans CFC, il est difficile de faire une comparaison des prix, car les produits avec CFC ne sont pas les mêmes que ceux avec HFA. Toutefois, le document montre que le fournisseur de Pologne est conscient des prix et de l'offre et qu'il est prêt à fournir des inhalateurs avec CFC si la demande est présente. La fluctuation des prix est aussi attribuable au manque d'une politique ferme sur les prix, ce qui entraîne de grandes variations de prix entre les produits, selon l'offre et la demande.

31. La documentation indique aussi que les services de santé ne sont pas au courant des exigences du Protocole de Montréal pour l'élimination des CFC dans les inhalateurs à doseur et, bien souvent, la planification de l'importation des inhalateurs se base sur des sources qui fournissent le produit au prix le plus bas plutôt que sur le propulseur utilisé.

### **Observations du Secrétariat du Fonds**

32. La préparation du projet est soumise pour effectuer une bonne transition vers les inhalateurs à doseur sans CFC en Arménie, permettant ainsi l'élimination de la consommation des CFC dans ce secteur. Le Secrétariat note qu'il y a des variations dans la disponibilité des différents inhalateurs et que l'importation des inhalateurs avec CFC et avec HFA est destinée à connaître de grandes fluctuations. Le PNUD ajoute que ces fluctuations pourraient affecter les services offerts aux patients si un manque d'inhalateurs abordables survenait sur le marché. Le PNUD explique la variation des prix par la faiblesse de la politique des prix du pays et parce que cette politique doit être renforcée.

33. Le Secrétariat ajoute que malgré la différence des prix entre les inhalateurs avec CFC et ses produits de remplacement, le prix unitaire de tous les inhalateurs a augmenté au cours des trois dernières années. Bien que minime, cette hausse est refilée directement au consommateur.

34. En discutant des plans nationaux pour la stratégie de préparation de la transition, le Secrétariat a été informé que la stratégie nationale du remplacement des inhalateurs avec CFC vers des produits de substitution doit considérer les actions suivantes :

- a) Effectuer de meilleures études et analyser la présente consommation d'inhalateurs à doseur, les fournisseurs et les tendances à venir;
- b) Analyser les produits de remplacement, leurs effets et leurs bienfaits sur la santé;
- c) Coopérer avec les importateurs et les représentants des établissements médicaux afin d'organiser la mise en œuvre des mesures pour la transition vers les produits de remplacement abordables, en établissant un calendrier pour l'importation, la substitution, et les arrangements individuels et de groupe avec les fournisseurs et les distributeurs;
- d) Élaborer un plan national pluriannuel pour le bon déroulement de la transition vers les produits de substitution;
- e) Adopter une procédure souple, informée et participative pour la prise de décisions;
- f) À l'aide de formations et d'activités de sensibilisation, augmenter la confiance et l'acceptation des produits de remplacement chez les médecins et les patients; et
- g) Effectuer un travail prolongé et ciblé avec les associations pour l'asthme et assurer la formation pour faciliter la transition vers les inhalateurs avec HFA.

### **Recommandation du Secrétariat du Fonds**

35. Suite aux observations susmentionnées, le Comité exécutif pourrait souhaiter approuver la demande de préparation d'une stratégie de transition pour les inhalateurs à doseur d'un montant de 30 000 \$US, tel que décrit dans le Tableau 1 ci-dessus. Le Comité pourrait aussi souhaiter confirmer si l'information est en accord avec la résolution 51/34.

36. En approuvant ce projet, le PNUD doit savoir qu'aucun autre fonds supplémentaire ne sera disponible pour l'élimination des CFC dans le secteur des inhalateurs à doseur.



## Annexe I

## PROPOSITIONS DE PROJET DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS

## Sri Lanka : Prorogation des institutions

<b>Sommaire du projet et profil du pays</b>		
Agence d'exécution		PNUD
Sommes précédemment approuvées pour le renforcement des institutions (\$US) :		
	Phase I : Mars 1994	154 680
	Phase II : Nov. 1997	103 120
	Phase III : Nov. 1999	103 120
	Phase IV : Juill. 2002	134 056
	Phase V : Juill. 2004	134 056
	Phase VI : Nov. 2006	134 056
	Total	763 088
Somme requise pour la prorogation (Phase VII) (\$US) :		134 056
Somme recommandée pour approbation de la Phase VII (\$US) :		134 056
Coûts d'appui de l'agence (\$US) :		10 054
Coût total du renforcement institutionnel Phase VII applicable au Fonds multilatéral (\$US) :		144 110
Somme correspondante à l'élimination des CFC grâce au renforcement institutionnel de la Phase VII à 12.1 \$US/kg (tonnes PAO) :		ND
Date d'approbation du programme du pays :		Mars 1994
Consommation de PAO rapportée dans le programme du pays (1991) (tonnes PAO) :		223.1
Consommation de base des substances contrôlées (tonnes PAO)		
	(a) Annexe A Groupe I (CFC) (Moyenne 1995-1997)	445.6
	(b) Annexe A Groupe II (Halons) (Moyenne 1995-1997)	0
	(c) Annexe B Groupe II (Tétrachlorure de carbone) (Moyenne 1998-2000)	35.1
	(d) Annexe B Groupe III (Méthylchloroforme) (Moyenne 1998-2000)	3.0
	(e) Annexe E (Bromure de méthyle) (Moyenne 1995-1998)	4.1
Dernière consommation de PAO rapportée (2006) (tonnes PAO) stipulé à l'article 7 :		
	(a) Annexe A Groupe I (CFC)	105.3
	(b) Annexe A Groupe II (Halons)	0
	(c) Annexe B Groupe II (Tétrachlorure de carbone)	0
	(d) Annexe B Groupe III (Méthylchloroforme)	0
	(e) Annexe E (Bromure de méthyle)	0
	(f) Annexe C Groupe I (HCFC)	12.4
	Total	117.7
Année de mise en oeuvre des données du programme du pays :		2007
Sommes approuvées pour projets (\$US) :		4 150 085
Sommes déboursées (en date de mai 2008) (\$US) :		3 248 758
PAO à être éliminé (tonnes PAO) :		96.0
PAO éliminé (en date de mai 2008) (tonnes PAO) :		88.0

## 1. Sommaire des activités et des montants approuvés par le Comité exécutif :

<b>Sommaire des activités</b>		<b>Montant approuvé (\$US)</b>
(a)	Projets d'investissement :	761 145
(b)	Renforcement institutionnel :	763 088
(c)	Préparation du projet, assistance technique, formation et autres projets de moindre importance :	2 506 048
	Total :	4 030 281

## Rapport périodique

2. Au cours de la phase VI, le projet de renforcement institutionnel (RI) du Sri Lanka continue à atteindre ses objectifs et à respecter les mesures de réglementation du Protocole de Montréal. Particulièrement, l'Unité nationale d'ozone du Sri Lanka a coordonné la mise en œuvre de plusieurs projets afin d'éliminer les PAO, comme des formations pour les douaniers et les techniciens en réfrigération dans le cadre du PGF, un projet national d'aide à la conformité et une formation des techniciens en fumigation dans le cadre du projet d'assistance technique sur les bromures de méthyle. La formation des douaniers du PGF a été complétée au cours de cette phase. Un atelier d'introduction sur les halons a été tenu. Des activités de sensibilisation du public, dont dix-huit programmes de sensibilisation pour les enfants et de formation pour les enseignants et les membres de l'administration publique. Pour faire suite au questionnaire sur l'ozone de la phase V, l'UNO a entraîné l'équipe gagnante pour la compétition régionale. L'équipe a terminé dans les trois premières places.

## Plan d'action

3. L'UNO du Sri Lanka a les objectifs suivants pour la phase VII du projet de renforcement des institutions (janvier 2009 à décembre 2010) : contrôler la mise en œuvre du programme indépendant d'élimination des bromures de méthyle dans tous ces usages, sauf pour les utilisations sanitaires et préalables à l'expédition, surveiller la mise en œuvre afin de continuer à respecter les réductions de consommation de CFC comme convenu dans le projet national d'aide à la conformité. Pendant la prochaine phase du projet, l'UNO continuera la mise en œuvre des présentes activités, comme le PGF, l'élimination du bromure de méthyle et le PANC. En plus de continuer la mise en œuvre des projets précis, l'UNO continuera à sensibiliser le public avec différentes activités. Pendant cette phase, l'UNO commencera aussi ses préparations pour le PGEH.

-----



## **UNDP HPMP PRP BUDGETS BREAKDOWN**

### **Explanatory Notes**

#### **1. Basis/Assumptions**

- The outcomes of HPMP preparation are as below:
  - An overarching HPMP Strategy
  - HPMP (First Stage) document which sets out priorities and actions for 2013/2015 compliance, related costs and incorporates project proposals (individual, sectoral, national, pilot/demonstration) to be submitted in 2009 based on country priorities
- The request for HPMP preparation funding is the only request/opportunity for such funding prior to 2013/2015 compliance milestones
- Limited timeframe available for compliance actions (3-5 years)
- Technologies not mature/validated in A5 context. This will need more intensive interactions between industry and government stakeholders, assisted by agency national and international technical experts as well as technology providers
- Volumetric phase-out (ODS tonnes) needed for compliance is much greater as compared to CFCs (due to high growth rates, new consumer-driven sectors such as air conditioning, etc). The total funding provided for preparation of CFC phase-out projects in a more favorable context of technology maturity and time frame, was substantial. CP/RMP/TPMPs can only provide limited basis, as they addressed only residual consumption in most cases.
- Decision 54/39 stipulates extensive requirements both for data and its analysis and presentation (covering multiple funding scenarios, multiple environmental goals, etc)
- Involvement of multiple agencies during HPMP preparation, new stakeholders, limited awareness, technology challenges: all of these place extra burdens of coordination, to ensure that the HPMP accurately describes the national situations and proposes appropriate implementable actions, in a very limited time frame

#### **2. Budgets**

- Three stakeholder consultations are envisaged: Inception and final national-level consultation with all stakeholders and intervening consultations with industry stakeholders
- Data collection and analysis costs are based on resource requirements for interactions with individual enterprises for obtaining data to the level of detail needed to comply with Decision 54/39 and carrying out the required analysis.
- Management and coordination costs that include costs of project/programme personnel and experts and related operational and other expenses. Considering that less than a year would be available for generating an implementable HPMP and drawing from lessons learnt during CFC phase-out, it would be essential to seamlessly integrate structures created for CFC phase-out for HPMPs and also allow smooth transition to the implementation stage of the HPMP. The programme personnel would act under the supervision of the NOU and will facilitate validating the enterprise baseline data and documentation from a regulatory perspective, assist NOU in coordination and monitoring of HPMP preparation activities and also for policy/regulatory actions.

## **Key additional tasks and responsibilities of the Lead Agency for First Stage HPMP Preparation**

The ExCom Decision 54/39, Annex-XIX of Document 54/59 and other documents referred therein, introduce higher levels of details/confidence on collection, presentation and validation of data, as well as additional requirements of coordination and management structures and respective roles, particularly where multiple agencies are involved in HPMP preparation. This introduces tasks and responsibilities on the Lead Agency, which are additional to the roles and responsibilities of the Lead Agency usually defined in the earlier performance-based MYAs, which will result in additional costs. Following are the key additional tasks and responsibilities of the Lead Agency in context of HPMP preparation (meaning the First Stage HPMP, for meeting 2013 and 2015 compliance targets):

### Lead Agency with respect to NOU

- Support NOU in ensuring an effective and smooth process in preparation of the strategies for sectors/components and the integrated HPMP;
- Provide operational support to NOU in managing the activities of the HPMP PMU;
- Support NOU in review of the draft strategies for the components/sectors and integrated HPMP, for timely finalization and submission to the ExCom;
- Act in close collaboration with NOU to follow-up the activities of the cooperating agencies to ensure timely initiation and completion of the strategies for individual sectors/components;
- Work in close cooperation and coordination with NOU on integration of the strategies for sectors/components and finalization of the integrated HPMP;
- Provide assistance with policy, management and technical support to NOU for developing an overall long term HPMP strategy

### Lead Agency with respect to Cooperating Agencies

- Provide overall coordination between the Cooperating Agencies and NOU to ensure effective cooperation and consistent actions in the HPMP process;
- Arrange and manage coordination and consultation meetings amongst agencies;
- Coordinate and generate synergy on the overall technical, policy, regulatory and administrative actions proposed in the strategies for individual strategies/components to ensure consistent and uniform application throughout the integrated HPMP;
- In consultation with NOU, coordinate the activities of cooperating agencies.

### Lead Agency with respect to Industry

- Assist NOU in the process of consultations with industry representatives on the technical and logistical aspects in HPMP preparation;
- In close coordination with the cooperating agencies, assist NOU in interactions with the industry on strategic identification and selection of alternative technologies and on technology transfer issues.

### Lead Agency with respect to MLF Secretariat and ExCom

- Undertake consultations and clarifications with MLF Secretariat on HPMP guidelines and HPMP preparation process to facilitate effective preparation;
- Assist NOU, in close coordination with the cooperating agencies, in responding to comments on HPMP from MLF/ExCom;
- Provide status/progress reports to MLF as required

**EXECUTIVE COMMITTEE OF THE MULTILATERAL  
FUND  
FOR THE IMPLEMENTATION OF THE  
MONTREAL PROTOCOL  
(55<sup>th</sup> Meeting, 14 – 18 July 2008, Bangkok)**

**2008 WORK PROGRAMME AMENDMENT**

**UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME**

**Request for Project Preparation and Non-Investment Projects at the  
55<sup>th</sup> Executive Committee Meeting**

**May 2008**

## **2008 UNDP WORK PROGRAMME**

### **55<sup>th</sup> Executive Committee Meeting (14-18 July 2008, Bangkok)**

This Work Programme document contains all non-investment and project preparation programmes that are being requested at the 55<sup>th</sup> Meeting of the Executive Committee. These requests amount to US\$ 10,637,556 plus US\$ 798,267 of support cost, as elaborated upon below.

#### **1. Institutional Strengthening Renewal Requests.**

The following Institutional Strengthening Renewal Requests are being submitted at the 55<sup>th</sup> meeting of the Executive Committee:

No	COUNTRY	TITLE	ODP	BUDGET	SUPPORT COST	TOTAL
1	Sri Lanka	Institutional Strengthening	22	134,056	10,054	144,110
<b>Sub-total: Institutional Strengthening</b>			<b>22</b>	<b>134,056</b>	<b>10,054</b>	<b>144,110</b>

The documents for the IS Renewal Request for Sri Lanka was submitted separately by UNDP.

#### **2. Requests for Activities in the MDI Sector.**

No	COUNTRY	TITLE	BUDGET	SUPPORT COST	TOTAL	REMARKS
<i>MDI Transition Strategies</i>						
1	Armenia	MDI Transition Strategy	30,000	2,700	32,700	See Annex-III
<b>Sub-total: Activities in the MDI Sector</b>			<b>30,000</b>	<b>2,700</b>	<b>32,700</b>	

#### **3. Requests for Activities related to HCFCs**

##### *Preparatory Funds for HCFC Phase Out Management Plans*

Subsequent to the Decisions 19/6 of the Meeting of the Parties and 53/37 of the Executive Committee, and in response to the request of 37 countries, UNDP included in its Business Plan for the year 2008 the preparation of HCFC Phase-out Management Plans (HPMPs). An initial request of funds for the HPMPs preparation was included in the UNDP's Work Programme submitted to the 54<sup>th</sup> Executive Committee; however this proposal was a first approximation as the guidelines for the preparation of HPMPs were not available yet. At the 54<sup>th</sup> Meeting the Decision 54/39 approved the guidelines for the preparation of HPMPs and provided an indicative outline with a set of data, information requirements and contents that HPMPs should fulfill as a

minimum.

At the same meeting, Decision 54/23 approved an advance of US \$257,000, and US \$19,275 in agency support costs, which represented 10% of the project preparation funds for HPMPs requested by UNDP *at that meeting*. This advance enabled UNDP to initiate (as of the date funds were transferred by the UNEP Treasurer) the administrative internal process required for inclusion of country individual preparation activity in the UNDP internal financial control system helping to speed up the process. Decision 54/23 also allowed UNDP to submit a request for preparatory funding for HPMPs to the 55<sup>th</sup> Meeting.

In light of the above decisions, and based on the elements required by the guidelines to prepare HPMPs, UNDP developed a cost structure that allowed preparing the HPMP preparation budgets customized for each one of the countries taking into consideration their individual needs and characteristics. The HPMP preparation budgets have been estimated taking into consideration the following:

- Institutional arrangements that draw upon lessons learnt during CFC phase-out
- Integrate existing arrangements and introduce new arrangements in such a way as to facilitate seamless transition from the preparatory to the implementation stage of the HPMP
- Introduce appropriate platforms to ensure smooth management and coordination especially in multi-agency situations
- Systematically channeling technical expertise at the national and international levels to HPMP preparation (and in future, implementation)
- Collection and analysis of data to the level of confidence and details required by Decision 54/39
- Ensure extensive consultations with national stakeholders
- Accounting for additional tasks involved in preparation based on multiple costing and financing scenarios as required by Decision 54/39

Following the classification of the countries proposed in the TEAP Replenishment Task Force Report (May 2008), UNDP has divided the countries into four groups to be consistent with that classification:

- **Group-1:** Very large consumption over 1,200 ODP tonnes: includes only China
- **Group-2:** Large consumption between 120 - 1,200 ODP tonnes. The countries working with UNDP included in this group are: Argentina, Brazil, Colombia, India, Indonesia, Iran, Malaysia and Mexico. Due to significant variations in profile in various sectors including local costs, characteristics of the manufacturing industry, existence of production sector in some cases, etc., the funds requested for the preparation of HPMPs in this group are based on customized budgets. The values being submitted within this group fluctuate between US\$ 330,000 for the smallest one to US\$ 670,000 to the largest case. In countries where UNDP is cooperating agency, the levels of funds requested are lower as it is assumed that several institutional and coordination activities would be budgeted by the Lead Agency.

- **Group 3:** Medium-sized countries with consumption between 6 and 100 ODP tonnes. The funds requested for the preparation of HPMPs for countries in this group has been standardized at US\$245,000 each, based on the costs collected. For countries where UNDP is not Lead Agency a total of US\$ 110,000 has been discounted.
- **Group 4:** Includes countries with consumption below 6 ODP tonnes. Most of these countries do not have manufacturing sectors and most of the activities will concentrate on the servicing sector. The funds requested for the preparation of HPMPs for countries in this group has been standardized at US\$205,000 each, based on costs collected. For countries where UNDP is not Lead Agency a total of US\$ 70,000 has been discounted.

NO	COUNTRY	TITLE	BUDGET	SUPPORT COST	TOTAL	REMARKS
<i>HCFC Phase Out Management Plans (HPMPs)</i>						
1	Angola	PRP for HPMP	245,000	18,375	263,375	UNDP Lead Agency
2	Argentina	PRP for HPMP	330,000	24,750	354,750	UNDP Lead Agency
3	Armenia	PRP for HPMP	205,000	15,375	220,375	UNDP Lead Agency
4	Bolivia	PRP for HPMP	135,000	10,125	145,125	UNDP Coop. Agency
5	Brazil	PRP for HPMP	670,000	50,250	720,250	UNDP Lead Agency
6	Cambodia	PRP for HPMP	135,000	10,125	145,125	UNDP Coop. Agency
7	China	PRP for HPMP	1,568,500	117,638	1,686,138	UNDP Lead Agency
8	Chile	PRP for HPMP	245,000	18,375	263,375	UNDP Lead Agency
9	Colombia	PRP for HPMP	425,000	31,875	456,875	UNDP Lead Agency
10	Costa Rica	PRP for HPMP	245,000	18,375	263,375	UNDP Lead Agency
11	Cote d'Ivoire	PRP for HPMP	205,000	15,375	220,375	UNDP Lead Agency
12	Dominican Republic	PRP for HPMP	245,000	18,375	263,375	UNDP Lead Agency
13	El Salvador	PRP for HPMP	245,000	18,375	263,375	UNDP Lead Agency
14	Fiji	PRP for HPMP	205,000	15,375	220,375	UNDP Lead Agency
15	Gambia	PRP for HPMP	135,000	10,125	145,125	UNDP Coop. Agency
16	Georgia	PRP for HPMP	205,000	15,375	220,375	UNDP Lead Agency
17	Ghana	PRP for HPMP	245,000	18,375	263,375	UNDP Lead Agency
18	India	PRP for HPMP	645,000	48,375	693,375	UNDP Lead Agency
19	Indonesia	PRP for HPMP	440,000	33,000	473,000	UNDP Lead Agency
20	Iran	PRP for HPMP	415,000	31,125	446,125	UNDP Lead Agency
21	Jamaica	PRP for HPMP	205,000	15,375	220,375	UNDP Lead Agency
22	Kyrgyzstan	PRP for HPMP	205,000	15,375	220,375	UNDP Lead Agency
23	Lebanon	PRP for HPMP	245,000	18,375	263,375	UNDP Lead Agency
24	Malaysia	PRP for HPMP	495,000	37,125	532,125	UNDP Lead Agency
25	Mexico	PRP for HPMP	190,000	14,250	204,250	UNDP Coop. Agency
26	Moldova	PRP for HPMP	205,000	15,375	220,375	UNDP Lead Agency
27	Nepal	PRP for HPMP	135,000	10,125	145,125	UNDP Coop. Agency
28	Nigeria	PRP for HPMP	245,000	18,375	263,375	UNDP Lead Agency
29	Panama	PRP for HPMP	245,000	18,375	263,375	UNDP Lead Agency
30	Paraguay	PRP for HPMP	135,000	10,125	145,125	UNDP Coop. Agency
31	Peru	PRP for HPMP	245,000	18,375	263,375	UNDP Lead Agency
32	Sri Lanka	PRP for HPMP	245,000	18,375	263,375	UNDP Lead Agency
33	Trinidad & Tobago	PRP for HPMP	245,000	18,375	263,375	UNDP Lead Agency
34	Uruguay	PRP for HPMP	245,000	18,375	263,375	UNDP Lead Agency
Sub-total: HPMP Preparation			10,473,500	785,513	11,259,013	

Note: The groups of countries have been color coded as below and above.

Countries Group 2

Countries Group 3

Countries Group 4

Based on the above criteria, the funds requested for preparation of HPMPs are as follows:

**Countries in Group-1 where UNDP is Lead Agency: China**

With the current status of the production and consumption of HCFCs in China and the growth forecasted, China will have to overcome a number of unique challenges to reduce production and consumption if it is to meet agreed MP 2013 and 2015 targets. Even with the proactive and ambitious approach being proposed by China, it is clear that the HPMP process is on the critical path for compliance and that investment projects must follow no later than the end of 2010 if the objectives of Decision XIX/6 are to be met.

The HPMP development project has been structured with this urgency in mind, while taking into account that any overarching strategy must also achieve the maximum climate benefits within any funding limits imposed. In this context, pilot/demonstration projects are likely to be an essential component of China's phase-out strategy – particularly in areas where current technologies do not yield adequate climate benefits. In addition, the sectors in China often have unique characteristics making the local demonstration of technologies an important element in building confidence.

***Process for Development of the HPMP Budget in China***

The Lead Agency and Cooperating Agencies met with the Foreign Economic Cooperation Office Ministry of Environmental Protection ((FECO/MEP), and other industry stakeholders in Beijing (May 19<sup>th</sup>-21<sup>st</sup>). The purpose of the meeting was to exchange ideas on the National HPMP, to finalise the sectoral assignments of the Cooperating Agencies, to discuss the process for the development of the HPMP and to finalise budget requirements for both national and international support.

The Lead Agency (UNDP) worked with the Cooperating Agencies (World Bank, UNEP, UNIDO, Germany and Japan ) to address methodological issues. The process identified for the development of the HPMP is based around the following five steps:

- Characterisation of current sector situations (both market assessment and technology options)
- Analysis of sectoral inputs and development of an overarching strategy with confirmation of HCFCs compliance with the 2013 freeze and 2015 reduction (10%) together with an assessment of climate benefits or burdens arising
- Finalisation of the overarching strategy and detailed data collection for sector plans
- Development of HCFC phase-out sector plans for each of the 6 HCFC consumption sectors and the HCFC production sector,
- Assembly of sector plans and development of final HPMP for China
- Sectoral and consolidated Stakeholder meetings to convey the outcomes of the HPMP to the Chinese industry and to publicise the potential benefits to both ozone and climate.



The agencies selected by FECO/MEP to lead the preparation of the first stage HPMP activities (and respective supporting agencies) were as follows:

Overarching/National Strategy	-	UNDP
National enabling activities for HPMP <sup>1*</sup>	-	UNEP
Domestic Refrigeration/Room Air Conditioning - Commercial and Industrial Refrigeration	-	UNIDO
Commercial and Industrial Refrigeration	-	UNDP
Servicing Sector	-	UNEP (Japan)
Production	-	World Bank
PU Foam	-	World Bank
XPS Foam	-	GTZ (UNDP/UNIDO)
Solvents	-	UNDP

On the basis of these assignments, each of the Agencies developed budgets based around assessments of the resource requirements for the process identified for China, as below:

<b>China UNDP Lead Agency</b>	<b>Funds Requested</b>	<b>Support Cost</b>	<b>Total</b>	<b>Lead Agency</b>
Overarching Strategy/1 <sup>st</sup> Stage HPMP	360,000	27,000	387,000	UNDP
Solvent Sector	474,500	35,588	510,088	UNDP
Industrial & Commercial Refrigeration	650,000	48,750	698,750	UNDP
<b>China UNDP Cooperating</b>	<b>Funds Requested</b>	<b>Support Cost</b>	<b>Total</b>	<b>Lead Agency</b>
Foam XPS Sector	84,000	6,300	90,300	GTZ
<b>Total for China</b>	<b>1,568,500</b>	<b>117,638</b>	<b>1,686,138</b>	<b>N/A</b>

**Countries in Group-2 where UNDP is Lead Agency**

<b>Countries Group-2 UNDP Lead</b>	<b>Funds Requested UNDP</b>	<b>Support Cost</b>	<b>Total</b>
Argentina	330,000	24,750	354,750
Brazil	670,000	50,250	720,250
Colombia	425,000	31,875	456,875
India	645,000	48,375	693,375
Indonesia	440,000	33,000	473,000
Iran	415,000	31,125	446,125
Malaysia	495,000	37,125	532,125
<b>Total (7 countries)</b>	<b>3,420,000</b>	<b>256,500</b>	<b>3,676,500</b>

<sup>1\*</sup> National HPMP Preparation would involve public awareness, policy assistance related to import-export control and monitoring, training for local authorities and border police and customs, networking of the local authorities .

**Countries in Group-2 where UNDP is Cooperating Agency**

<b>Countries Group-2 UNDP Cooperating</b>	<b>Funds Requested UNDP</b>	<b>Support Cost</b>	<b>Total</b>	<b>Lead Agency</b>
Mexico	190,000	14,250	204,250	UNIDO

**Countries in Group-3 where UNDP is Lead Agency**

<b>Countries Group-3 UNDP Lead</b>	<b>Funds Requested UNDP</b>	<b>Support Cost</b>	<b>Total</b>
Angola, Chile, Costa Rica, Dominican Republic, El Salvador, Ghana, Lebanon, Nigeria, Panama, Peru, Sri Lanka, Trinidad & Tobago, Uruguay	245,000	18,375	263,375
<b>Total (13 Countries)</b>	<b>3,185,000</b>	<b>238,875</b>	<b>3,423,875</b>

**Countries in Group-3 where UNDP is Cooperating Agency**

<b>Countries Group-3 UNDP Cooperating</b>	<b>Funds Requested UNDP</b>	<b>Support Cost</b>	<b>Total</b>	<b>Lead Agency</b>
Cambodia	135,000	10,125	145,125	UNEP
<b>Total (1 countries)</b>	<b>135,000</b>	<b>10,125</b>	<b>145,125</b>	

**Countries in Group-4 where UNDP is Lead Agency:**

<b>Countries Group-4 UNDP Lead</b>	<b>Funds Requested UNDP</b>	<b>Support Cost</b>	<b>Total</b>
Armenia, Cote d'Ivoire, Fiji, Georgia, Jamaica, Kyrgyzstan, Moldova	205,000	15,375	220,375
<b>Total (7 countries)</b>	<b>1,435,000</b>	<b>107,625</b>	<b>1,542,625</b>

**Countries in Group-4 where UNDP is Cooperating Agency:**

<b>Countries Group-4 UNDP Cooperating</b>	<b>Funds Requested UNDP</b>	<b>Support Cost</b>	<b>Total</b>	<b>Lead Agency</b>
Bolivia, Gambia, Nepal, Paraguay	135,000	10,125	145,125	Germany, UNEP, UNEP, UNEP
<b>Total (4 countries)</b>	<b>540,000</b>	<b>40,500</b>	<b>580,500</b>	

The consolidated funding request for preparation of HPMPs being submitted to this meeting is as follows:

Country & Group	Funds Requested	Support Cost	Total
Group-1 (China)	1,568,500	117,638	1,686,138
Group-2 (8 countries)	3,610,000	270,750	3,880,750
Group-3 (14 countries)	3,320,000	249,000	3,569,000
Group-4 (11 countries)	1,975,000	148,125	2,123,125
<b>Total</b>	<b>10,473,500</b>	<b>785,513</b>	<b>11,259,013</b>

The detailed breakdown of funding requests for HPMP preparation in Group-2, 3 and 4 countries is attached in Annex-I and Annex-II.

**Note on justification of HPMP Preparation Funding Levels**

1. The evaluation of the funding requests needs to consider the following unprecedented challenges for HPMPs:
  - Requirements, explicit and implied, in the HPMP preparation guidelines (Decision 54/39 and supporting/related documentation), *especially those related to data collection, management and analysis, analysis of technology options which take into account climate impact, costing for multiple scenarios of eligibility, etc.*
  - The net time available for Article-5 countries to comply with the 2013 freeze and 2015 reduction, is only 3-5 years, requiring activities to be compressed them into a timeframe that has no precedent in CFC phase-out. Thus, the HPMP preparation process needs to account for this, and therefore needs to be completed in a short timeframe of 9-12 months. This would need efficient project management structures in place at the country level, much before actual implementation of HPMP activities commences.
  - The HPMP document needs to provide an implementable strategy and action plan. The phase-out challenges to meet the freeze in 2013 and 10% reductions in 2015 are far greater than those encountered for CFC phase-out. Moreover, the technology options for CFC replacement were already mature and available at least 4-5 years prior to the 1999 freeze commitment for CFCs. This is not the case with HCFCs. In terms of volumes, far larger quantities would need to be phase-out, just to meet the freeze – and this is context of a much higher growth rate in HCFC consumption experienced, as compared to the growth rates prevalent in CFC consumption in the previous decade and also in context of much lesser developed alternative technologies.
  - In view of the above, comparing HPMP preparation funding with that provided for CP/RMP/TPMPs (which were developed for different reasons, at different times, with distinctly less unfavorable circumstances) would be misleading. There are more reliable indicators for comparison available for estimating costs of HPMP preparation.

2. As an illustration, an analysis of historical approvals of project preparation funding for Brazil and India was carried out. It should be noted that only “PRP” activities were included – funding for country programme/update preparation (CPG) is excluded. The PRP funding includes all sectors and agencies.

In case of India, until 1999, a total of about US\$ 2.82 million was approved for preparation of CFC phase-out projects/activities which were to contribute to meeting the freeze in 1999 at the baseline level (6,681 ODP tonnes for India for CFCs). The actual phase-out that occurred in India from 1992 until 1999 (7 years) was in the range of 2,000 ODP tonnes. Since the ODP of CFCs is 1, the phase-out by volume is similar. In comparison, for HCFCs, India would need to phase-out around 6,000 metric tonnes of HCFCs to comply with the 2013 freeze, in a scenario of technology challenges and time constraints (3 years).

Similarly, for Brazil, until 1999, about US\$ 2.6 million were approved for preparation of CFC phase-out projects activities.

3. It is also very important to note that given the strategic framework of the Multilateral Fund, revised since 2001, it is unlikely that approval of any further requests for project preparation (after approval of HPMPs) would be forthcoming for compliance with the 2013 and 2015 control targets. Thus, these HPMP preparation requests would be the only opportunity for Article-5 countries to seek assistance for preparing for the 2013 and 2015 compliance.
4. It is strongly recommended that evaluation of HPMP preparation funding requests take into account the overall considerations as described above.

**ANNEX-I**  
**UNDP HPMP Preparation Budgets Breakdown For Group-2 Countries**

COUNTRY	ARG	BRA	COL	IND	IDS	IRA	MAL	MEX	
LEAD AGENCY	UNDP	UNDP	UNDP	UNDP	UNDP	UNDP	UNDP	UNIDO	
COOPERATING AGENCY	UNIDO	GERMANY		ALL		ALL		UNDP	
ACTIVITY	BUDGETS (US\$)								
<b>1. Initiation meetings off/for stakeholder consultation (2-day Stakeholder Workshop)</b>									
Meeting arrangements including venue, etc (sub-contract)	10,000	15,000	10,000	15,000	10,000	10,000	10,000	0	
Documentation and information materials (sub-contract)	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	0	
Office and communication expenses (sub-contract)	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	0	
Local travel and expenses for key stakeholders (airfare, DSA, TA)	15,000	40,000	15,000	25,000	15,000	15,000	15,000	0	
<b>Sub-total:</b>	<b>35,000</b>	<b>65,000</b>	<b>35,000</b>	<b>50,000</b>	<b>35,000</b>	<b>35,000</b>	<b>35,000</b>	<b>0</b>	
<b>2. Personnel and Operational Costs (Management and coordination)</b>									
Programme Manager (12 months)	60,000	50,000	30,000	40,000	30,000	30,000	30,000	0	
Program Assistant(s) (12 months)	15,000	20,000	15,000	40,000	15,000	15,000	15,000	0	
Operational expenses for programme personnel (12 months)	15,000	20,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	0	
National Experts (Avg. US\$ 200/work-day)	20,000	60,000	40,000	60,000	40,000	40,000	40,000	20,000	
International Experts (Avg. US\$ 500/work-day)	30,000	50,000	30,000	50,000	30,000	30,000	30,000	30,000	
Other experts from national technical and scientific institutions	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	
Operational expenses of experts (travel, DSA, TA, etc)	40,000	100,000	60,000	100,000	60,000	60,000	60,000	40,000	
<b>Sub-total:</b>	<b>195,000</b>	<b>315,000</b>	<b>205,000</b>	<b>320,000</b>	<b>205,000</b>	<b>205,000</b>	<b>205,000</b>	<b>105,000</b>	
<b>3. Information dissemination/industry interaction (Industry Interaction Workshops)</b>									
Documentation and information dissemination (sub-contract)	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	
Interaction workshops one each for each Sector, including venue arrangements, office & communication expenses and local travel at US\$ 15,000 per workshop (sub-contract)	15,000	60,000	60,000	60,000	30,000	30,000	60,000	15,000	
<b>Sub-total:</b>	<b>20,000</b>	<b>65,000</b>	<b>65,000</b>	<b>65,000</b>	<b>35,000</b>	<b>35,000</b>	<b>65,000</b>	<b>20,000</b>	
<b>4. Data Collection and Analysis</b>									
Data collection from individual enterprises (to be physically carried out by a sub-contracted agency). HCFC consuming enterprises would need to be individually visited/contacted to obtain additional information at the level of detail required by 54/39. Estimated based on US\$ 25,000 minimum, plus net average cost of US\$100 per manufacturing enterprise and \$25 per servicing enterprise)	40,000	150,000	80,000	150,000	125,000	100,000	150,000	60,000	
Documentation and reporting including analysis	5,000	10,000	5,000	10,000	5,000	5,000	5,000	5,000	
<b>Sub-total:</b>	<b>45,000</b>	<b>160,000</b>	<b>85,000</b>	<b>160,000</b>	<b>130,000</b>	<b>105,000</b>	<b>155,000</b>	<b>65,000</b>	
<b>5. Draft Proposal, Stakeholder consultations and Finalization (2-day Stakeholder Workshop)</b>									
Meeting arrangements including venue, etc (sub-contract)	10,000	15,000	10,000	15,000	10,000	10,000	10,000	0	
Documentation and information materials (sub-contract)	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	0	
Office and communication expenses (sub-contract)	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	0	
Local travel and expenses for stakeholders (airfare, DSA, TA)	15,000	40,000	15,000	25,000	15,000	15,000	15,000	0	
<b>Sub-total:</b>	<b>35,000</b>	<b>65,000</b>	<b>35,000</b>	<b>50,000</b>	<b>35,000</b>	<b>35,000</b>	<b>35,000</b>	<b>0</b>	
<b>Total Cost</b>	<b>330,000</b>	<b>670,000</b>	<b>425,000</b>	<b>645,000</b>	<b>440,000</b>	<b>415,000</b>	<b>495,000</b>	<b>190,000</b>	
Agency Support Cost (7.5%)	24,750	50,250	31,875	48,375	33,000	31,125	37,125	14,250	
<b>Total Cost to MLF</b>	<b>354,750</b>	<b>720,250</b>	<b>456,875</b>	<b>693,375</b>	<b>473,000</b>	<b>446,125</b>	<b>532,125</b>	<b>204,250</b>	

**ANNEX-II**  
**UNDP HPMP Preparation Budgets Breakdown For Group-3 and 4 Countries**

COUNTRY		GROUP-3	GROUP-4
ACTIVITY		BUDGETS (US\$)	
<b>1. Initiation meetings off/for stakeholder consultation (Stakeholder Workshop)</b>			
	Meeting arrangements including venue, etc (sub-contract)	10,000	10,000
	Documentation and information materials (sub-contract)	5,000	5,000
	Office and communication expenses (sub-contract)	5,000	5,000
	Local travel and expenses for key stakeholders (airfare, DSA, TA)	10,000	10,000
	<b>Sub-total:</b>	<b>30,000</b>	<b>30,000</b>
<b>2. Personnel and Operational Costs (Management and Coordination)</b>			
	Programme Manager (12 months)	25,000	20,000
	Programme Assistant(s) (12 months)	15,000	10,000
	Operational expenses of programme personnel (12 months)	10,000	10,000
	National Experts (Avg. US\$ 200/work-day)	20,000	15,000
	International Experts (Avg. US\$ 500/work-day)	30,000	25,000
	Other experts from national technical and scientific institutions	5,000	5,000
	Operational expenses of experts (travel, DSA, TA, etc)	30,000	20,000
	<b>Sub-total:</b>	<b>135,000</b>	<b>105,000</b>
<b>3. Information dissemination/industry interaction (Industry Interaction Workshops)</b>			
	Documentation and information dissemination (sub-contract):	5,000	5,000
	Interaction workshops one each for each Sector, including venue arrangements, office & communication expenses and local travel at US\$ 10,000 per workshop (sub-contract)	10,000	10,000
	<b>Sub-total:</b>	<b>15,000</b>	<b>15,000</b>
<b>4. Data collection and Analysis</b>			
	Data collection from individual enterprises (to be physically carried out by a sub-contracted agency). HCFC consuming enterprises would need to be individually visited to obtain additional information at the level of detail required by 54/39. Estimated at a net average cost of US\$100 per manufacturing enterprise and \$25 per servicing enterprise) plus a US\$ 10,000 minimum (sub-contract)	30,000	20,000
	Documentation and reporting including analysis	5,000	5,000
	<b>Sub-total:</b>	<b>35,000</b>	<b>25,000</b>
<b>5. Draft Proposal, Stakeholder consultations and Finalization (Stakeholder Workshop)</b>			
	Meeting arrangements including venue, etc (sub-contract)	10,000	10,000
	Documentation and information materials (sub-contract)	5,000	5,000
	Office and communication expenses (sub-contract)	5,000	5,000
	Local travel and expenses for stakeholders (airfare, DSA, TA)	10,000	10,000
	<b>Sub-total:</b>	<b>30,000</b>	<b>30,000</b>
<b>Total Cost</b>		<b>245,000</b>	<b>205,000</b>
Agency Support Cost (7.5%)		<b>18,375</b>	<b>15,375</b>
<b>Total Cost to MLF</b>		<b>263,375</b>	<b>220,375</b>

**Notes:**

1. For countries in Group-3, where UNDP is not the lead agency, US\$ 110,000 is discounted.
2. For countries in Group-4, where UNDP is not the lead agency, US\$ 70,000 is discounted.



**ANNEX-III**  
**MDI Transitional Strategy – Armenia**

**PROJECT COVER SHEET**

<b>COUNTRY:</b>	ARMENIA	<b>IMPLEMENTING AGENCY:</b>	UNDP
<b>PROJECT NAME</b>	MDI Transition Strategy		
<b>PROJECT IN CURRENT BUSINESS PLAN</b>	YES		
<b>SECTOR COVERED</b>	MDI		
<b>PROJECT IMPACT</b>	0.0 ODP tons		
<b>PROJECT DURATION</b>	18 months		
<b>TOTAL PROJECT COST</b>	US\$ 30,000		
<b>LOCAL OWNERSHIP</b>	100 %		
<b>EXPORT COMPONENT</b>	N/A		
<b>REQUESTED GRANT</b>	US\$ 30,000		
<b>COST-EFFECTIVENESS</b>	Not Applicable – TAS		
<b>AGENCY SUPPORT COSTS</b>	2,250		
<b>STATUS OF COUNTERPART FUNDING</b>	N/A		
<b>NAT. COORDINATING AGENCY</b>	National Ozone Unit under the Ministry of Nature Protection of Armenia		
<b>PROJECT MONITORING MILESTONES INCLUDED</b>	Included in Document		
<b>BENEFICIARY ENTERPRISE</b>	Not Applicable		

***PROJECT SUMMARY***

Through this Technical Assistance approved by the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol, UNDP aims to assist the Government of Armenia to implement a project in MDI sector in order to develop a sound MDI transition strategy.



## **Submission background**

Taking into account the MTOC Assessment Report 2006 (published in March 2007) which emphasizes the following:

*“There is an urgent need for all Article 5(1) countries that have not already done so to develop effective national transition strategies in accordance with Decision XII/2. MTOC strongly recommends that these activities be made a priority to ensure a smooth transition to CFC-free alternatives by about 2010. Countries will need to set an end-date for transition that accounts for the Montreal Protocol phase-out schedule.”*

The current project document was specifically developed to demonstrate the need for the MDI transition strategy in Armenia (in line with decisions 45/54 and 51/34) and to provide the smooth MDI transition strategy.

The following reasons to have the MDI transition strategy were considered during the compilation of the required information:

- Ensure orderly transition to new products and most importantly ensure that the patients will have available equally effective alternative products at a reasonable cost (compared to CFC MDI products) and on time to guarantee that when the CFC MDI supply stops alternatives are sustainably available, registered and approved by the local regulatory entity. This includes possible contingency plans in case that registration and approval is a long process and there is a risk of a shortage of alternative products by the time CFC MDIs are out of the market.
- Facilitate the transition to new products by providing training and targeted awareness activities to ensure acceptance of the alternative products (in some cases they will be HFA MDI and in others DPI) by the patients and by the doctors
- Update the legislation to ensure that when the transition takes place no CFC MDI products will be imported and sold.

## **Part I. Situation analysis**

### **1. Asthma statistics and economic situation:**

The trends of medical inhalers imports are subject to the increasing demand. The number of cases of asthma and chronic obstructive pulmonary diseases (COPD) in the country, including tuberculosis, has been steadily increasing due to underfinancing of the health sector provided by the Government dictated by generally unstable economic conditions of the country.

#### **1.1. Number of patients with asthma and COPD:**

There is no specific statistics for COPD in Armenia, since it forms a part of general reporting on all types of bronchitis and pulmonary diseases, the number of patients suffering from asthma has shown a steady increase over the years. Compared to the base 2003, this number increased by 10% in 2007.

Years	Number of patients with asthma
2003	8,328
2004	8,623
2005	8,845
2006	9,000
2007	9,030

Conclusions:

- asthma statistics show an increasing trend from 2003 to 2007, and the data for COPD is not separately available and needs to be further analyzed
- the medical care system is not sufficiently financially supported due to general economic instability.

**2. National legislation:**

Armenia does not manufacture ODS and ODS-containing aerosol/inhaler-type products.

The national legislation that controls the activities in the sector does not specifically regulate import/export of CFC MDIs products. There is only one resolution that controls the imports of medical products (including CFC-MDIs) in Armenia – *The Government Resolution on the Approval of the Procedure of the Import/Export of Medicines and Medical Products of 20 September, 2000 N 581*. The regulation considers CFC MDIs during imports in bulk with other medicines/medical products.

Conclusions:

- Specific regulations which would control the use of CFC MDI are lacking

**2. Supply of anti-asthma/COPD inhalers and other medical products:**

Aerosol products containing CFCs for MDI applications are still being imported into the country. Although the statistics shows that the substitution of some CFC-based MDIs is ongoing, the country feels that there should be a coordination strategy for the gradual and informed phase-out of imported CFCs-based MDIs from the country market, including the appropriate supporting measures.

The situation with the supply of MDIs and their non-CFC equivalents in Armenia in brief can be described by the following factors:

- Both CFC MDIs, HFA MDIs are present on the market; DPI products are available in negligible quantities;
- HFA MDIs are being supplied on the market, generally exceeding 75% share of the market in 2005 and 2006. The share is dropping below 70% giving a way for CFC-based MDIs in 2007; Starting 2005, the sales of CFC-MDIs lost almost 9% in market share (data for 2007).
- While staying at 23% share compared to HFA-MDIs in 2005 and 2006, CFC MDIs imports reached 32% share of the market in 2007 showing an increase by almost 10% as compared to 2005;

The 2007 increase in the imports of CFC MDIs were dictated by its lower prices which resulted in higher demand in comparison to more expensive HFA MDIs. Thus, the importing companies after 2005-2006 made a market survey which proved that expensive HFA MDIs had an adverse economic effect on the purchase power of the population. This explains why in the year of 2006 and 2007 an increase of CFC MDIs can be observed. .

Main sources of CFC MDIs in Armenia are Poland and Russia which have been registered in the local market since 2003 (Poland) and 2005 (Russia). The other sources are India and Syria.

Country of CFC MDI origin in 2007	Sub-market shares for various sources (% of total)
Poland	58.3
Russia	33.3
Others	8.4
Total	100.0

GlaxoSmithKline-Poland is dominating the market (almost 60% of total) and reduces the imports of HFA-based MDIs in line with the less demand for more expensive products.

Conclusions:

- Imports HFA MDIs are not stable and decrease over 2005-2007 time scale;
- Imports of CFC-based MDIs slowly increase taking more than 30% of market share in 2007;
- Import of drugs by GlaxoSmithKline-Poland (major market supplier in Armenia) is sensitive to the purchase power and thus the company adjusted the import patterns in favor of CFC-based MDIs
- Actions are necessary to be taken to ensure that no further increases in import of CFC MDIs occur.

**3. Institutional capacity to control the transition :**

The Ministry of Health and the PharmInspection Company experienced problems during the compilation of the MDI consumption data, and multiple consultations with NOU- Armenia were required in order to manage the process in a coordinated manner. Institutional capabilities to proactively and knowledgably plan the imports of CFC and non-CFC MDIs for anti-asthma/COPD treatment in order to ensure more stable imports from predictable sources is lacking. A multi-year planning with a due consideration given to current developments on the market, purchase power and beneficial effects of HFA-MDIs and other products may not be considered as an established practice. When making a decision on selecting the MDI supply sources, due to bad economic conditions, it is traditional to consider cheaper sources, thus, adjusting the supplies to both the demand and current purchasing power.

Conclusions:

- The health authorities are not aware of the implications of the Montreal Protocol on the world production of CFC MDIs
- The imports system is sensitive to cheaper MDIs sources
- Taking into account future closure of more CFC MDI lines, need of some producers to evacuate stocks and possible lack of CFC pharmaceutical grade, more distortions in the market (in quantities, price and quality) are expected.

## Part II. MDI transition strategy

The national strategy on replacement of CFC-based MDI with alternatives should include the following:

- Better study and analysis of current MDI market consumption, supply sources and future trends in the context of the purchase power and non-CFC MDI solutions and their benefits;
- Analysis of alternative products and their effects and health benefits;
- Cooperation with the main importers and representatives of medical establishments towards organization and taking measures to shifting to affordable alternative medications, including timeframes for the import substitution and individual and group agreements with suppliers and distributors;
- Development of a multi-year national planning on imports and ensuring a smooth shift towards alternatives;
- Adopting a wide, informed and participatory decision-making process;
- Through training and targeted awareness activities, to increase confidence and ensure acceptance of the alternative products by the patients and by the doctors
- Extended and targeted work with asthma associations and delivering of trainings in yearly family-based financial planning to ensure better transition to HFA MDIs

Actions could include adjustments made to the legal framework, such as a modification of CFC Import Licensing System to include import of MDI and controlling MDI supplies under humanitarian aid.

### Budget for actions:

#### Planned expenditures

Description	US\$
National Consultant in MDIs	8,000
Technical assistance	8,000
Promotion, printing	6,000
Workshops	8,000
<b>Total</b>	<b>30,000</b>

### Monitoring Milestones

TASK	MONTH
(a) Project document submitted	1
(b) Project document signature	3
(c) Contracts Awarded	7
(d) Begin importers consultations efforts	9
(e) Training/Seminars	9
(f) Strategy developed	12
(g) HOP signature	18

**Imports of CFC, non-CFC MDIs and DPIs to Armenia (units).**

Nr. d/o	Product	Active Ingredient	Brand/Manufacturer/ Country	Technology/Years			
				(CFC - MDI/HFA- MDI/DPI)	2005	2006	2007
1	Astmopent aerosol 0,75 mcg/doze -20 ml/400 doaes in inhaler	Orciprenaline	Glaxo Smith Kline Pharmaceuticals SA, Poland	CFC-MDI	6000	4500	7000
2	Asthmerol aerosol 25 mcg/doze-120 dozes in inhaler	Salmeterol	KasparChabani Labs, Syria	CFC-MDI	350	400	500
3	Asthalin inhailor aerosol 100 mcg/doze-200 dozes in inhaler	Salbutamol	Cipla Ltd, India	CFC-MDI	570	650	700
4	Salbutamol inhailor aerosol 100 mcg/doze-200 dozes in inhaler	Salbutamol	Glaxo Smith Kline Pharmaceuticals SA, Poland	CFC-MDI	1000	1100	1200
5	Salbutamol inhailor aerosol 100 mcg/doze-12 ml bottle	Salbutamol	Altaivitaminy CJSC, Russia	CFC-MDI	3000	3500	4018
6	Serevent spray metered, 25mcg/doze-60 dozes in inhaler	Salmeterol	Glaxo Smith Kline Pharmaceuticals SA, Poland	CFC-MDI	0	0	2000
<b>Total</b>					<b>10920</b>	<b>10150</b>	<b>15418</b>
7	Salbutamol susp. for inhala.t presurizate 100 mcg/-200 doze	Salbutamol sulphate	Glaxo SmithKline Pharmaceuticals, Poland	Non CFC (HFA 134a)	18000	16500	16500
8	Flixotide 125 mcg/ 120 doze evohaler	Fluticasone propionate	Glaxo Smith Kline Pharmaceuticals SA, Poland	Non CFC (HFA 134a)	3500	2000	2030
9	Flixotide 50 mcg/ 120 doze evohaler	Fluticasone propionate	Glaxo Smith Kline Pharmaceuticals SA, Poland	Non CFC (HFA 134a)	1500	1690	1100
10	Flixotide 50 mcg/ 250 doze evohaler	Fluticasone propionate	Glaxo Smith Kline Pharmaceuticals SA, Poland	Non CFC (HFA 134a)	15000	13000	13000
<b>Total</b>					<b>38000</b>	<b>33190</b>	<b>32630</b>